

enne en Belgique : concrets

nancement des partis.

Une petite ruche. Sans le miel à la fin. En effet, lit-on, « la plupart des processus participatifs se situent à l'étage de l'élaboration de l'action publique » et très rares sont ceux qui la conditionneront *in fine*. Un surplage problématique. De quoi déprimer le peuple qui, s'il a envie d'y croire, se méfie déjà au départ de la « chose politique », ne parlons pas à l'arrivée. On passe vite du : « A quoi ça va servir tout ça ? » au : « A quoi bon ? »...

Diplomatiquement dit, cela donne, dans les conclusions de l'étude ULB-VUB : « Les expériences étudiées montrent l'existence d'une tension entre processus participatif et résultat. Ainsi, des processus très ambitieux par leur visibilité et leurs moyens, tels le Grand débat national lancé par Macron en France, ou encore la Convention citoyenne, chez nos voisins français encore, peuvent aboutir à des résultats décevants, en créant des attentes importantes en termes de politiques publiques, mais n'aboutissant pas à des mesures concrètes, réellement adoptées ou mises en œuvre ». Ce qui génère « confusion généralisée », pluie de « critiques », « désengagement ». Tout le contraire de l'effet escompté.

Gare à l'abstention

La démocratie libérale, mal en point, peut en sortir essorée, bonne pour le saut dans l'illibéralisme, et ce n'est pas une aventure. Un opérateur, qui a coaché l'étude, nous l'explique informellement : « Franchement, tout se passe comme si on invitait les citoyens à

prendre leur sort en main, mais au moment où il faut passer de leurs avis et conclusions à la mise en œuvre, il n'y a plus personne... La pièce manquante, c'est l'absence de "process" politique au bout du processus de participation, quel qu'il soit. Résultat, vous vous en doutez : beaucoup de frustration, et beaucoup d'antipolitique en plus ! C'est le comble ».

Et c'est funeste. Car le terrain est meuble déjà. Dans une étude précédente, la même équipe ULB-VUB, là aussi à l'instigation de la société « Itsme », s'était interrogée gravement : « Une démocratie sans électeurs ? », analysant l'évolution de l'abstention aux élections fédérales en Belgique (11,6 % du corps électoral en 2019, en progression constante depuis 1975), malgré l'obligation de vote jusqu'à nouvel ordre. Ajoutez les votes blancs ou nuls, qui avaient reculé un temps sous le régime du vote électronique, mais juste parce que les bulletins, dans ce cas, ne sont pas accessibles physiquement.

Invitées par les auteurs de l'étude à soumettre leurs pensées et propositions, les formations politiques s'inquiètent plus ou moins, on attend les programmes électoraux. De même, une série de « grands témoins » ont été sollicités, souvent alarmistes. Tout cela au moment où, à partir de ce 23 mai, près de 300.000 jeunes Belges et Européens de 16 ans résidant en Belgique sont invités à s'inscrire sur les listes électorales, entre une démocratie représentative pas top et une participative pas là. L'optimisme de la volonté nous tirera-t-il de la mauvaise passe ?



Le politique : « Pourquoi ne pas mobiliser les élus locaux ? »

Parmi les personnalités sollicitées et intervenant en marge de l'étude ULB-VUB, Herman Van Rompuy, chrétien-démocrate flamand, ancien Premier ministre fédéral, qui fut président du Conseil européen, a expédié un commentaire sévère sur l'état de notre régime politique. C'est dit en termes généraux, mais ça claque : « Nous vivons une crise de nos démocraties à tous les niveaux de pouvoir. Le déficit démocratique est partout. Dans la recherche des raisons de cette situation, il faut oser aller en profondeur. Notre société est en crise. L'individualisation mine la cohésion sociale. Nous en faisons l'expérience au quotidien sous des formes excessives d'agressivité croissante mais aussi sous d'autres formes qui montrent que chacun s'intéresse avant tout à son propre intérêt. Heureusement, il y a encore des signes de solidarité, très visibles lors de la pandémie. Et pourtant, on ne peut que constater cette fragmentation de la société. Le citoyen existe moins que jamais. Il y a



Herman Van Rompuy.
© REUTERS.

tant de têtes, tant d'opinions, tant d'émotions et d'intérêts. Les médias sociaux renforcent ces tendances. Ils sont souvent à l'opposé du dialogue. Or, la conversation est au cœur de la démocratie ». Le même ne renonce pas pour autant. Herman Van Rompuy ne croit pas, dit-il, au référendum, il fait l'impasse visiblement sur les processus de participation citoyenne comme on les entend généralement, et soumet une proposition « originale » et néanmoins plus conforme, qui passerait par la mobilisation des élus de base : « Personnellement, je ne pense pas que le référendum soit un moyen de restaurer la cohésion sociale. Au contraire, il divise encore plus les gens. Il n'y a pas de débat rationnel mais une confrontation d'émotions, le plus souvent négatives. En revanche, pourquoi ne pas instaurer une démocratie participative au sein même de la politique ? Pourquoi ne pas consulter davantage les mandataires locaux et provinciaux sur la vision d'ensemble des politiques régionales, fédérales et européennes ? Il s'agit de plus de 15.000 élus proches des citoyens. Dans l'UE, nous parlons d'un million de personnes... » D.CI

pas que le référendum soit un moyen de restaurer la cohésion sociale. Au contraire, il divise encore plus les gens. Il n'y a pas de débat rationnel mais une confrontation d'émotions, le plus souvent négatives. En revanche, pourquoi ne pas instaurer une démocratie participative au sein même de la politique ? Pourquoi ne pas consulter davantage les mandataires locaux et provinciaux sur la vision d'ensemble des politiques régionales, fédérales et européennes ? Il s'agit de plus de 15.000 élus proches des citoyens. Dans l'UE, nous parlons d'un million de personnes... » D.CI

pas que le référendum soit un moyen de restaurer la cohésion sociale. Au contraire, il divise encore plus les gens. Il n'y a pas de débat rationnel mais une confrontation d'émotions, le plus souvent négatives. En revanche, pourquoi ne pas instaurer une démocratie participative au sein même de la politique ? Pourquoi ne pas consulter davantage les mandataires locaux et provinciaux sur la vision d'ensemble des politiques régionales, fédérales et européennes ? Il s'agit de plus de 15.000 élus proches des citoyens. Dans l'UE, nous parlons d'un million de personnes... » D.CI

WALLONIE

Quatre élus locaux sur dix envisagent de raccrocher



Une enquête wallonne le montre : bourgmestres, échevins et présidents de CPAS sont en souffrance. En cause : les exigences des citoyens, la complexité des missions et l'omniprésence des réseaux sociaux, jusqu'à la violence parfois. Une crise des vocations est à craindre.

ERIC DEFFET

Souvent évoqué, le blues des élus locaux n'est pas qu'une vague impression qui s'exprime par le retrait d'une personnalité, ici ou là. Comme le montre l'étude menée par Dedicated pour l'Union des villes et communes de Wallonie, le phénomène est réel et très large : quatre mandataires communaux sur dix pourraient jeter l'éponge, alors que les élections se dérouleront dans un an et demi. Un élu sur dix parle même carrément de quitter la vie politique pour passer à autre chose.

Soyons précis : 61 % des 483 bourgmestres, échevins et présidents de CPAS qui ont répondu au questionnaire envisagent bien de se représenter, mais, à l'inverse, 22 % pensent plutôt en rester là alors que 17 % se tâtent encore sur l'attitude à adopter en vue du prochain scrutin, ce qui n'est pas bon signe, on en conviendra.

Plus une vocation durable

« Si cette tendance devait se confirmer, la démocratie locale en Wallonie serait réellement en grand danger », explique Maxime Daye (MR), bourgmestre de Braine-le-Comte et président de l'Union. « Car comme la démocratie d'une manière générale, elle doit être alimentée par l'engagement de personnes motivées, issues de tous les horizons, de tout genre, de tout âge, de toute origine, de toutes appartenances politiques démocratiques. »

Assumer un mandat local relève souvent du sacerdoce. Quand on leur demande pourquoi ils pourraient ne pas se représenter aux prochaines élections, les élus locaux évoquent d'abord le mauvais équilibre entre vie privée et vie professionnelle (63 % et même 74 % chez les femmes), la mauvaise image du personnel politique dans l'opinion, qui plombe le moral (48 %), et la charge de travail très importante (45 %).

D'autres facteurs peuvent entrer en ligne de compte, comme les exigences énormes des citoyens, le manque de moyens pour agir et, bien sûr, le sentiment d'avoir fait le tour de la question, en bout de carrière. Pour 33 % des bourgmestres plus spécifiquement, la responsabilité pénale et civile qui leur incombe est un poids très lourd à supporter. A noter, à l'inverse, que la faiblesse de la rémunération n'est évoquée que par 16 % des élus.

Le désarroi des élus de proximité ne fait peut-être que commencer. L'Union des villes et communes a voulu savoir comment ceux-ci voyaient l'avenir à

Cinq élus sur dix estiment que le rapport entre le mandataire et les citoyens s'est dégradé au cours des quatre dernières années.

© DOMINIQUE DUCHESNES.

plus long terme. Le ciel est très sombre : pour 75 % des répondants, le mandat local ne suscitera plus de vocation durable à l'avenir, sans différence notable ici entre les femmes et les hommes.

Sans surprise, la charge psycho-sociale qui pèse sur les épaules des élus de terrain s'est accrue ces dernières années : 67 % des élus sondés estiment que leur état d'esprit s'est dégradé au cours des quatre dernières années, celles notamment de la crise sanitaire, qui a placé le personnel politique local en première ligne. Aujourd'hui, 70 % considèrent que le covid a eu un impact négatif sur leur mandat. Résultat : 86 % des bourgmestres estiment qu'il est plus difficile de remplir cette fonction que lors des mandatures précédentes.

Même s'il est relativement épargné par rapport à d'autres scénarios politiques, le niveau de pouvoir local n'échappe pas à la défiance de l'opinion : cinq élus sur dix estiment que le rapport entre le mandataire et les citoyens s'est dégradé au cours de ces quatre dernières années. Ce serait même le nœud du problème, avec les rapports tumultueux avec les autres niveaux de pouvoir, les difficultés de financement, les bâtons dans les roues : 43 % se plaignent d'un manque de soutien de la part des autorités supérieures.

Le rôle des réseaux sociaux

Pour expliquer les difficultés rencontrées avec les citoyens, les mandataires évoquent pêle-mêle l'individualisme (le phénomène Nimby - « Not in my backyard ») ou les exigences de plus en plus fortes à l'égard des élus, notamment en matière de délais de réponses. Mais ce sont avant tout les réseaux sociaux qui ont changé la vie des élus de proximité, même s'ils sont 86 % à les utiliser pour communiquer sur des activités locales ou sensibiliser à des problèmes de société. Ils sont aussi 92 % à les pointer comme source principale de la dégradation de leurs rapports avec la population.

Ces réseaux sont devenus le lieu d'une sorte de bashing collectif (86 % des sondés), de fake news façon « café du commerce » (84 %) et leur omniprésence dans le débat local-local débouche parfois sur des débordements inadmissibles : injures pour 67 % des élus, cyberharcèlement pour 23 % d'entre eux et même menaces physiques et violences dans 18 % des cas.

Par méconnaissance des procédures, crainte d'apparaître comme une victime ou peur de mettre de l'huile sur le feu, les élus communaux hésitent à réagir : 41 % affirment ne rien faire et d'autres, s'ils ripostent, le font timidement puisque le dépôt de plainte ou l'action en justice ne représentent que 14 % et 4 % des cas. Parmi ses propositions pour améliorer la protection des mandataires, l'Union des villes et communes demande que les faits commis à leur égard soient considérés par la justice comme une circonstance aggravante.